

Non au budget Macron – Barnier Faisons entendre les exigences du monde du travail pour le progrès et la paix !

Le Conseil National s'est réuni ce samedi 30 novembre et a adopté à la majorité une résolution en lien avec la situation politique nationale et internationale.

Avec l'élection de Trump aux États-Unis, et dans le contexte de la nouvelle étape majeure que connaît la crise mondiale du capitalisme, le monde entre dans un moment particulièrement dangereux de tensions aiguës, d'accélération des confrontations entre fractions du grand capital, de militarisation grandissante et de guerres.

En France, dans le même temps, la crise politique s'intensifie de jour en jour et voit les forces de droite et macroniste, soumises aux exigences du Rassemblement national, s'orienter vers des solutions brutales de régression sociale et d'étouffement de la démocratie, comme l'illustrent les débats parlementaires sur le projet de budget du gouvernement Barnier.

Partout, comme dans notre pays, le capital engage une offensive généralisée contre le monde du travail et de la création et les catégories populaires, afin de sauver ses profits à tout prix. Cela plonge le pays dans une crise renforcée qui ne cesse de s'approfondir. Il mobilise tous les pouvoirs dont il dispose et ses leviers idéologiques, agitant la dette publique comme un spectre alors qu'il s'en nourrit, s'appuyant notamment sur la pression qu'exercent sur notre pays les marchés financiers et leurs agences de notation, ainsi que la Commission européenne.

Michelin, Valeo, Auchan, Vencorex, ArcelorMittal... **les annonces de plans de licenciements s'ajoutent à un nombre déjà record de faillites d'entreprises**, le tout représentant plus de 300 000 emplois menacés. **Il faut interdire ces licenciements boursiers et gagner un droit à des contre-propositions alternatives par les salarié-es et les populations, appuyés par une mobilisation du pôle public bancaire pour un crédit en faveur de ces contre-propositions.**

La libéralisation toujours plus grande, telle la volonté du pouvoir de démanteler Fret SNCF, les accords de libre-échange, tel l'accord UE-Mercosur, doivent aussi être mis en échec tant ils aggraveraient encore la crise sociale et écologique par la concurrence généralisée avec des conséquences catastrophiques pour les peuples, le climat, l'agriculture et le vivant.

Les politiques impérialistes, la fuite en avant guerrière de leurs dirigeants, doivent cesser ! Ces politiques qui ont conduit à la guerre en Ukraine et aux massacres de masse à Gaza et au Liban, sont de véritables boucheries qui mobilisent des milliards en armements, toujours plus sophistiqués et destructeurs et font peser le risque d'un embrasement mondial.

Les grands pays capitalistes se sont unis pour refuser une mobilisation massive des financements mondiaux en faveur de la transition écologique, parce qu'elles

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2487 – Jeudi 5 décembre 2024

protègent le monopole du dollar et la gouvernance du FMI au service de l'accumulation du capital.

Dans ce contexte, **le PCF s'oppose au projet de budget 2025 porté par le gouvernement** qui prévoit de faire encore davantage les poches de nos concitoyens et concitoyennes et de dégrader nos services publics. Nous dénonçons l'imposture du Rassemblement national qui, tout au long du débat budgétaire, se sera opposé à nos propositions en faveur des travailleurs, de la hausse des salaires au développement de la sécurité sociale.

Nous refusons la hausse des tarifs de l'électricité et des loyers, le gel des pensions, la suppression de milliers de postes d'enseignants et l'ensemble des coupes dans la culture et les dépenses publiques, notamment celles faites sur le dos des malades, avec un moindre remboursement des médicaments, d'autant plus au regard de la poursuite des exonérations qui privent la sécurité sociale de ressources.

Nous refusons l'appui aux profits par-dessus tout, au nom d'une « politique de l'offre », alors qu'ils démolissent l'offre productive en France, alors qu'il faut transformer les productions pour une tout autre offre qui doit s'appuyer avant tout sur les capacités des femmes et des hommes de notre pays, c'est à dire l'emploi, la formation, avec un investissement efficace.

Nous refusons également l'attaque sans précédent contre l'investissement public des villes et des villages, intercommunalités, départements, régions qui se mobilisent pour répondre aux besoins des populations et agissent pour la transition écologique.

Cela donne sa pleine actualité à notre campagne contre l'austérité, pour l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics. Nous entendons la déployer pleinement, en l'organisant dans l'ensemble du pays et dans la durée. Nous voulons ainsi redonner confiance aux forces du travail, aux catégories populaires, à la jeunesse, contribuer à changer le rapport des forces politiques en désignant l'adversaire – le capital – et en faisant monter la mobilisation autour de revendications politiques, ancrées dans les exigences concrètes de terrain, pour obtenir des victoires.

Nous amplifierons notre mobilisation partout en France aux côtés des salarié-es du privé dont l'emploi est menacé et de l'ensemble des agents publics de l'État, de l'hôpital public et des collectivités locales, aujourd'hui attaqués et méprisés par un ministre et un gouvernement, soutenus par le RN, qui ne leur permettent d'exercer leurs métiers et leurs missions au service de l'intérêt

général et des populations de nos villes et villages partout en France.

Au-delà de la nécessaire censure du gouvernement Barnier qui porte ce programme de combat contre le monde du travail, **le PCF appelle les travailleurs et travailleuses du privé et du public, les étudiants, la jeunesse, les retraités, à agir ensemble, à construire des rassemblements populaires et majoritaires pour gagner un changement de politique.** Les forces du Nouveau front populaire et l'ensemble des forces de gauche ont la responsabilité de contribuer à cette mobilisation, en travaillant à la construction des convergences nécessaires avec les organisations syndicales, le monde associatif, les salarié-es, la jeunesse. Il s'agit de battre la politique mise en œuvre au sommet de l'État par les forces de droite et d'extrême-droite au service du capital et, de cette manière, de gagner le changement politique et social indispensable, d'ouvrir la voie à une alternative à la hauteur des attentes du pays.

Le président de la République porte une lourde responsabilité dans la situation d'instabilité politique dans laquelle se trouve notre pays. Il doit accepter le résultat des urnes. Les Français et les Françaises ne veulent plus de sa politique. **Il doit nommer un gouvernement capable de construire des majorités sur la base des propositions que le Nouveau front populaire a défendu pendant les élections** et capable de conjurer la crise économique, de répondre aux exigences populaires et de relever les défis sociaux, écologiques, économiques, politiques et internationaux qui sont devant nous.

Dès maintenant, **le PCF appelle à la prise de mesures d'urgence, fortes et indispensables, répondant aux attentes de nos concitoyens et concitoyennes :**

- ♦ abroger la réforme des retraites,
- ♦ augmenter les salaires et les pensions, garantir l'égalité professionnelle femmes-hommes,
- ♦ un plan de pré-recrutement dans les services publics (santé, éducation, transports, sécurité, justice...),
- ♦ un plan d'urgence pour l'emploi et le développement de l'industrie française et de l'agriculture,
- ♦ baisser de 30% le coût de l'énergie, geler les loyers et relancer les politiques climatiques,
- ♦ renouer avec une action diplomatique de la France pour la paix.

Il propose les moyens politiques et financiers de mettre en œuvre ces mesures.

C'est le chemin que propose le Parti communiste français pour faire refluer la résignation et la division du monde du travail, combattre l'escroquerie de la politique du Rassemblement national, aboutir à la reconquête d'une majorité politique de transformation sociale et écologique.

La crise actuelle est le résultat de choix politiques et économiques du pouvoir et des actionnaires qui privilégient quoi qu'il en coûte le capital, les dividendes. Alors que la France souffre du chômage et des bas salaires, c'est bien à ce coût du capital, au coût de l'énergie et au coût de la guerre auxquels il

faut s'attaquer pour mener une politique qui permette de répondre aux besoins sociaux et de relever le défi climatique. **La France est aujourd'hui soumise à une véritable dictature des marchés financiers capitalistes** qui s'exerce au détriment de l'investissement dans nos outils de production, l'emploi, la formation, les salaires. Cette dictature vise à empêcher toute alternative de gauche par la menace permanente d'une hausse des taux de financement sur les marchés. Ses dégâts atteignent un tel degré, dans le monde entier et particulièrement en Europe, qu'une seule issue s'impose : émanciper nos économies de leur dépendance envers les marchés financiers en imposant une autre utilisation de l'argent des banques et des banques centrales, au service du développement des capacités de tous les êtres humains, et non plus de la rentabilité du capital.

L'heure est en effet à initier des ruptures avec les logiques capitalistes.

Organisons une planification démocratique, décentralisée et l'appropriation sociale et collective de la production pour relever les défis sociaux et écologiques - énergie, climat, biodiversité - et garantir notre souveraineté énergétique et alimentaire.

Construisons un service public de l'énergie, nationalisé et démocratisé, pour garantir un mix énergétique décarboné à un prix accessible à tous. Initiations un grand programme de construction de logements sociaux et de rénovation énergétique.

Agissons pour conquérir de nouveaux pouvoirs d'interventions des salarié-es. Face à la casse sociale organisée par les multinationales, les salarié-es et leurs représentant-es doivent pouvoir imposer leurs propositions alternatives, avec, pour permettre leur réalisation, un droit de tirage sur des crédits bancaires à faibles taux d'intérêt.

Cessons d'utiliser les 200 milliards d'aides publiques aux entreprises pour soutenir les profits. Ce sont de tout autres critères économiques, sociaux, écologiques qui doivent les guider ! Créons un pôle bancaire public pour orienter le crédit vers le développement de l'emploi, de la formation, des services publics, avec les investissements matériels nécessaires à ce développement.

Nous proposons également de créer un Fonds de développement pour les services publics et d'organiser les pré-recrutements nécessaires dès 2025 dans la santé, l'action sociale, l'éducation, la recherche, la justice, la police de proximité et de soutenir l'investissement public des collectivités locales. Dans une société en crise de sens, nous avons également besoin de politiques culturelles puissantes, d'une multiplicité de gestes de création et de représentation.

Nous appelons à l'action de la France pour stopper les guerres et construire des solutions diplomatiques en Ukraine pour l'avenir des peuples ukrainiens et russes ainsi qu'à Gaza avec la reconnaissance de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. **C'est le sens du lancement par l'OLP et le PCF d'une campagne large de solidarité à l'échelle européenne et française pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien.■**

Bagnères-de-Bigorre

Succès de l'initiative débroussaillage



Opération débroussaillage derrière la gare

Cette initiative du collectif interdépartemental « Osons le train » le mercredi matin 27 novembre fût une réussite.

Le débroussaillage symbolique sur une quarantaine de mètres n'est pas passé inaperçu.

Toute la presse des Hautes-Pyrénées était présente et y compris FR3 Occitanie. Tous ces médias ont rendu compte de l'évènement.

D'autres initiatives sont déjà en vue pour le premier semestre 2025.

L'assemblée générale du collectif qui se tiendra le samedi 8 février 2025 sera l'occasion d'en discuter.

En attendant, le collectif poursuit ses contacts auprès des populations, des élus locaux, comme par exemple à Aire-sur-l'Adour.

Le 25 novembre 2024, une demande de rencontre a été faite au Président de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour.

Copie de ce courrier a été communiqué aux 62 délégués titulaires et suppléants des 22 communes qui la composent (12 dans les Landes, 10 dans le Gers).

Le samedi 30 novembre, sur le marché d'Aire-sur-l'Adour, banderole déployée, 3 militants ont distribué 400 tracts rendant compte des actions du collectif et interpellant les élus locaux à tous les niveaux et parlementaires. Interpellations afin qu'ils soutiennent les besoins exprimés par les populations, des entreprises pour que l'État dégage les moyens financiers nécessaires à la réouverture de la voie ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre.

Très bon accueil des gens, nombreuses discussions intéressantes, 2 Maires de la communauté des communes nous ont dit qu'ils appuieraient notre démarche, 2 nouvelles adhésions au collectif réalisées. ■

**Pour le collectif
Christian Duprat**

André Lajoinie, belle figure du communisme français, s'est éteint à l'âge de 94 ans

Il était de ces militants paysans, de Renaud Jean dès 1920 à Waldeck Rochet, qui ont tant apporté au Parti communiste, à la défense du peuple des campagnes, du monde rural et au-delà, à l'avenir du pays.

Originaire d'une famille de petits exploitants agricoles de Corrèze, d'esprit républicain et soutien à la Résistance, André rejoint les communistes dès 1946. Les moyens manquant pour qu'il poursuive ses études, il travaille à la ferme, et, réparant cette injustice, il acquiert une vaste culture en autodidacte tout en se voyant confier rapidement des responsabilités dans le syndicalisme agricole et au Parti communiste.

André Lajoinie est victime de la répression policière en juin 1958, lors d'une manifestation à Brive contre les partisans de l'Algérie française. Grièvement blessé, il met de nombreux mois à se rétablir.

Son intelligence, sa profonde humanité et sa combativité sont remarquées. Il rejoint la direction nationale dans les années soixante.

Directeur de La Terre, député de l'Allier puis président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il acquiert popularité et respect.

Dans sa circonscription de Saint-Pourçain, André Lajoinie montre ce qu'est un élu communiste, au plus près des agriculteurs et des ouvriers, tandis qu'il s'implante parallèlement à La Courneuve, où son épouse Paulette, également corrézienne, devient première adjointe au maire.

Ses qualités le font désigner comme candidat communiste à l'élection présidentielle de 1988. Il conduit une campagne combative dans un environnement politique difficile.

Le Parti communiste, son secrétaire national, saluent la mémoire d'André Lajoinie, dirigeant exemplaire qui a marqué un demi-siècle de luttes. Ils adressent leur condoléances à sa famille et à ses proches. ■



Les manifestants sur la place de la gare

ABONNEMENT 2025 AU JOURNAL « LES LANDES REPUBLICAINES »

Lecteurs de toujours, lecteurs plus récents, vous recevez chaque fin de semaine le journal Les Landes Républicaines.

Ce journal est le lien landais de l'actualité politique, sociale, nationale et locale.

Chaque semaine, la rédaction s'efforce de vous informer pour vous aider à décrypter l'actualité politique et nous vous remercions de votre fidélité.

Nous considérons que notre hebdomadaire **Les Landes Républicaines** est nécessaire et utile au décryptage politique dans le débat politique et social qui existe aujourd'hui.

Comme depuis quelques années maintenant, nous souhaitons amplifier la version numérique de notre hebdomadaire.

Nous souhaitons également gagner de nouveaux lecteurs, alors n'hésitez pas à faire connaître notre hebdomadaire autour de vous, dans vos familles, vos collègues, vos amis.

Pour les lectrices et les lecteurs qui n'auraient pas de mails, nous continuerons à envoyer le journal en version papier, ainsi que pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur abonnement par envoi postal.

Le journal *Les Landes Républicaines* accompagne les luttes, porte les colères contre les inégalités croissantes, répond au matraquage idéologique des dominants, affirme les solidarités et la fraternité.

Pour toutes ces raisons, Les Landes Républicaines doivent vivre !

Réabonnez-vous !

Et nouveaux lecteurs, abonnez-vous ! ■

BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐ Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION PAPIER

☐ Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION NUMERIQUE

Mon mail.....@.....

☐ Abonnement normal 25 €

☐ Abonnement de soutien 30 € ; 40 € ;
..... €

Landes Républicaines - BP 34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.
Chèque libellé à l'ordre de
« SARL Les Landes Républicaines ».

Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2025
A compter de cette date et sans retour de
votre part, l'abonnement aux Landes
Républicaines

Gnacs et Chacailles

VALENCE ALERTE

...Y a plus de saisons/ Y a plus de saisons/ C'est ma grand mère qui avait raison/ Y a plus de saisons/ Y a plus de saisons/ Le ciel est noir à l'horizon... Extrait de la chanson «Y a plus de saisons» créée en 2019 par Gauvin SERS (né le 30/10/1989 à Limoges). Les images qui viennent d'Espagne montrent l'étendue de la catastrophe à Valence. En quelques heures, la valeur d'une année de pluie s'est abattue sur la région. Des inondations monstres emportant et entassant ensemble dans un paysage de guerre, des voitures par centaines, le mobilier urbain enchevêtré de troncs d'arbres, de meubles et de déchets. L'eau s'est déchaînée pour arracher, éventrer, déborder, déstructurer, rompre tout sur son passage et apporter la mort dans les foyers, les rues, les immeubles et les maisons. De nombreux morts et disparitions auraient pu être évitées si les autorités locales avaient déclenché plus tôt les dispositifs d'alerte et de prévention. Le deuil, la tristesse et la colère des citoyens de la région de Valence surviennent après une longue liste d'inondations et de catastrophes de canicules écrasantes et pluies torrentielles aux quatre coins du globe. Alors que l'année n'est pas terminée, dix grands événements climatiques meurtriers ont déjà tué au moins 570 000 personnes sur la planète. 11778 catastrophes se sont abattues sur notre Terre entre 1970 et 2021 faisant 2 millions de morts et 4300 milliards de dollars de perte. Tous les centres de recherches scientifiques et météorologiques alertent sur la succession de typhons, ouragans, pluies torrentielles de plus en plus intenses pour les années à venir. Combien de morts, de maisons et de quartiers détruits, de torrents de boue dévalant les pentes des champs, d'animaux perdus, noyés et sans nourriture. En France, depuis des décennies, des mal-nommés «responsables» politiques font tout pour assouplir les zonages des plans de prévention des risques et contestent la loi contre l'artificialisation des sols. Des décennies d'incurie politique et d'inaction climatique servent les magnats des énergies fossiles. L'organisation de colloques, forums, conférences mondiales, l'écriture de «feuille de route» et de «plan» climat, défense de la biodiversité, servent de paravents hypocrites à la succession de catastrophes de plus en plus destructrices. Les énergies fossiles sont une part essentielle du carburant du capitalisme mondialisé et elles sont au centre de la guerre économique et des guerres militaires. Elles sont dans les voitures et les camions, les produits chimiques et les engrais, les bouteilles plastiques, les vêtements, le bitume de nos routes, dans des centrales thermiques pour l'électricité. Elles font partie d'un mode de production qui nous mène à l'abîme. Refuser d'en changer confine au crime contre l'humanité. Heureusement que les mouvements de jeunesse pour le climat et la biodiversité alertent, interpellent, protestent, manifestent. Au lieu de suivre le grand jeu du média-business qui les insultent, un révolutionnaire se doit d'être de leur côté. À Valence comme ailleurs, il n'y a aucune fatalité, aucune malchance mais la violente rébellion d'une nature, agressée par un système qui la méprise autant que les humains. Les Émirats arabes unis l'an dernier, l'Azerbaïdjan cette année et le Brésil qui accueillera la COP 30, envisagent d'augmenter de 30% leur production de pétrole et de gaz. Au chaos opusam la réalisation de l'humanité (Au chaos opposons la «réalisation de l'humanité») comme nous y invitait Jean Jaurès. ■

Roger La Mougne